

TREATY SERIES. No. 34.

1907.

CONVENTION ,

BETWEEN

THE UNITED KINGDOM AND RUSSIA

RELATING TO

PERSIA, AFGHANISTAN, AND THIBET.

Signed at St. Petersburg, August 31, 1907.

[Ratifications exchanged at St. Petersburg, September 23, 1907.]

*Presented to both Houses of Parliament by Command of His Majesty.
October 1907.*

LONDON:
PRINTED FOR HIS MAJESTY'S STATIONERY OFFICE,
BY HARRISON AND SONS, ST. MARTIN'S LANE,
PRINTERS IN ORDINARY TO HIS MAJESTY.

And to be purchased either directly or through any Bookseller, from
WYMAN AND SONS, LTD., FETTER LANE, E.C.; and
32, ABINGDON STREET, WESTMINSTER, S.W.; or
OLIVER AND BOYD, TWEEDDALE COURT, EDINBURGH; or
E. PONSONBY, 116, GRAFTON STREET, DUBLIN.

[Cd. 3753.] Price 1d.

CONVENTION BETWEEN THE UNITED KING-
DOM AND RUSSIA RELATING TO PERSIA;
AFGHANISTAN, AND THIBET.

Signed at St. Petersburg, August 31, 1907.

[*Ratifications exchanged at St. Petersburg, September 23, 1907.*]

Convention.

SA MAJESTÉ LE ROI DU ROYAUME-UNI DE LA GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELÀ DES MERS, EMPEREUR DES INDES, ET SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DE TOUTES LES RUSSIES, ANIMÉS DU SINCÈRE DESIR DE RÉGLER D'UN CONSENTEMENT MUTUEL DIFFÉRENTES QUESTIONS TOUCHANT AUX INTÉRÊTS DE LEURS ÉTATS SUR LE CONTINENT ASIATIQUE, ONT RÉSOULU DE CONCLURE DES ACCORDS DESTINÉS À PRÉVENIR TOUTE CAUSE DE MALENTENDUS ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET LA RUSSIE PAR RAPPORT AUX DITES QUESTIONS ET ONT NOMMÉ À CET EFFET POUR LEURS PLÉNIPOTENTIAIRES RESPECTIFS, SAVOIR :

Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des Territoires Britanniques au delà des Mers, Empereur des Indes :

Le Très Honorable Sir Arthur Nicolson, son Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies ;

Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies :

Le Maître de sa Cour Alexandre Iswolsky, Ministre des Affaires Étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :—

Arrangement concernant la Perse.

Les Gouvernements de la Grande-Bretagne et de Russie, s'étant mutuellement engagés à respecter l'intégrité et l'indépendance de

la Perse et désirant sincèrement la préservation de l'ordre dans toute l'étendue de ce pays et son développement pacifique, aussi bien que l'établissement permanent d'avantages égaux pour le commerce et l'industrie de toutes les autres nations ;

Considérant que chacun d'eux a, pour des raisons d'ordre géographique et économique, un intérêt spécial au maintien de la paix et de l'ordre dans certaines provinces de la Perse contiguës ou voisines à la frontière Russe, d'une part, et aux frontières de l'Afghanistan et du Beloudjistan, de l'autre ; et étant désireux d'éviter tout motif de conflit entre leurs intérêts respectifs dans les provinces Persanes dont il a été fait mention plus haut ;

Se sont mis d'accord sur les termes suivants :—

I.

La Grande-Bretagne s'engage à ne pas rechercher pour elle-même et à ne pas appuyer en faveur de sujets Britanniques, aussi bien qu'en faveur de sujets de Puissances tierces, de Concessions quelconques de nature politique ou commerciale, telles que les Concessions de chemins de fer, de banques, de télégraphes, de routes, de transport, d'assurance, &c., au delà d'une ligne allant de Kasri-Chirin par Isfahan, Jezd, Kakh, et aboutissant à un point sur la frontière Persane à l'intersection des frontières Russe et Afghane, et à ne pas s'opposer, directement ou indirectement, à des demandes de pareilles Concessions dans cette région soutenues par le Gouvernement Russe. Il est bien entendu que les localités mentionnées ci-dessus entrent dans la région où la Grande-Bretagne s'engage à ne pas rechercher les susdites Concessions.

II.

La Russie de son côté s'engage à ne pas rechercher pour elle-même et à ne pas appuyer en faveur de sujets Russes, aussi bien qu'en faveur de sujets de Puissances tierces, de Concessions quelconques de nature politique ou commerciale, telles que les Concessions de chemins de fer, de banques, de télégraphes, de routes, de transport, d'assurance, &c., au delà d'une ligne allant de la frontière Afghane par Gazik, Birdjand, Kerman et aboutissant à Bender-Abbas, et à ne pas s'opposer, directement ou indirectement, à des demandes de pareilles Concessions dans cette région soutenues par le Gouvernement Britannique. Il est bien entendu que les localités mentionnées ci-dessus entrent dans la région où la Russie s'engage à ne pas rechercher les susdites Concessions.

III.

La Russie s'engage pour sa part à ne pas s'opposer, sans s'être préalablement entendue avec l'Angleterre, à ce que des Concessions

quelconques soient données à des sujets Britanniques dans les régions de la Perse situées entre les lignes mentionnées dans les Articles I et II.

La Grande-Bretagne prend un engagement identique en ce qui concerne des Concessions à donner à des sujets Russes dans les mêmes régions de la Perse.

Toutes les Concessions existant actuellement dans les régions désignées dans les Articles I et II sont maintenues.

IV.

Il est entendu que les revenus de toutes les douanes Persanes, à l'exception de celles du Farsistan et du Golfe Persique, revenus garantissant l'amortissement et les intérêts des emprunts conclus par le Gouvernement du Schah à la Banque d'Escompte et de Prêts de Perse jusqu'à la date de la signature du présent Arrangement, seront affectés au même but que par le passé.

Il est également entendu que les revenus des douanes Persanes du Farsistan et du Golfe Persique, aussi bien que ceux des pêcheries sur le littoral Persan de la Mer Caspienne et ceux des postes et télégraphes seront affectés comme par le passé au service des emprunts conclus par le Gouvernement du Schah à la Banque Impériale de Perse jusqu'à la date de la signature du présent Arrangement.

V.

En cas d'irrégularités dans l'amortissement ou le paiement des $\frac{3}{100}$ des emprunts Persans conclus à la Banque d'Escompte et de Prêts de Perse et à la Banque Impériale de Perse jusqu'à la date de la signature du présent Arrangement, et si la nécessité se présente pour la Russie d'instituer un contrôle sur des sources de revenus garantissant le service régulier des emprunts conclus à la première des dites banques et situées dans la région mentionnée dans l'Article II du présent Arrangement; ou pour la Grande-Bretagne d'instituer un contrôle sur des sources de revenus garantissant le service régulier des emprunts conclus à la seconde des dites banques et situées dans la région mentionnée dans l'Article I du présent Arrangement, les Gouvernements Anglais et Russe s'engagent à entrer préalablement dans un échange d'idées amical en vue de déterminer d'un commun accord les mesures de contrôle en question et d'éviter toute ingérence qui ne serait pas conforme aux principes servant de base au présent Arrangement.

Convention concernant l'Afghanistan.

Les Hautes Parties Contractantes, en vue d'assurer la parfaite sécurité sur les frontières respectives en Asie Centrale et le maintien dans ces régions d'une paix solide et durable, ont conclu la Convention suivante:—

ARTICLE I.

Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique déclare qu'il n'a pas l'intention de changer l'état politique de l'Afghanistan.

Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique s'engage en outre à exercer son influence en Afghanistan seulement dans un sens pacifique et il ne prendra pas lui-même en Afghanistan et n'encouragera pas l'Afghanistan à prendre des mesures menaçant la Russie.

De son côté, le Gouvernement Impérial de Russie déclare qu'il reconnaît l'Afghanistan comme se trouvant en dehors de la sphère de l'influence Russe, et il s'engage à se servir pour toutes ses relations politiques avec l'Afghanistan de l'intermédiaire du Gouvernement de Sa Majesté Britannique; il s'engage aussi à n'envoyer aucuns Agents en Afghanistan.

ARTICLE II.

Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique ayant déclaré dans le Traité signé à Kaboul le 21 Mars, 1905, qu'il reconnaît l'Arrangement et les engagements conclus avec le défunt Emir Abdur Rahman et qu'il n'a aucune intention de s'ingérer dans l'administration intérieure du territoire Afghan, la Grande-Bretagne s'engage à ne pas annexer ou occuper, contrairement au dit Traité, une partie quelconque de l'Afghanistan, ni à s'ingérer dans l'administration intérieure de ce pays, sous réserve que l'Emir remplira les engagements déjà contractés par lui à l'égard du Gouvernement de Sa Majesté Britannique en vertu du Traité susmentionné.

ARTICLE III.

Les autorités Russes et Afghanes, spécialement désignées à cet effet, sur la frontière ou dans les provinces frontières, pourront établir des relations directes réciproques pour régler les questions locales d'un caractère non politique.

ARTICLE IV.

Les Gouvernements de la Grande-Bretagne et de Russie déclarent reconnaître, par rapport à l'Afghanistan, le principe de l'égalité de traitement pour ce qui concerne le commerce, et conviennent que toutes les facilités qui ont été ou seront acquises à

l'avenir au commerce et aux commerçants Anglais et Anglo-Indiens, seront également appliquées au commerce et aux commerçants Russes. Si le développement du commerce vient à démontrer la nécessité d'agents commerciaux, les deux Gouvernements s'entendront sur les mesures à prendre, eu égard bien entendu aux droits souverains de l'Émir.

ARTICLE V.

Les présents Arrangements n'entreront en vigueur qu'à partir du moment où le Gouvernement Britannique aura notifié au Gouvernement de Russie le consentement de l'Émir aux termes ci-dessus stipulés.

Arrangement concernant le Thibet.

Les Gouvernements de la Grande-Bretagne et de Russie, reconnaissant les droits suzerains de la Chine sur le Thibet et considérant que par suite de sa situation géographique la Grande-Bretagne a un intérêt spécial à voir le régime actuel des relations extérieures du Thibet intégralement maintenu, sont convenus de l'Arrangement suivant :—

ARTICLE I.

Les deux Hautes Parties Contractantes s'engagent à respecter l'intégrité territoriale du Thibet et à s'abstenir de toute ingérence dans son administration intérieure.

ARTICLE II.

Se conformant au principe admis de la suzeraineté de la Chine sur le Thibet, la Grande-Bretagne et la Russie s'engagent à ne traiter avec le Thibet que par l'entremise du Gouvernement Chinois. Cet engagement n'exclut pas toutefois les rapports directs des agents commerciaux Anglais avec les autorités Thibétaines prévus par l'Article V de la Convention du 7 Septembre, 1904, entre la Grande-Bretagne et le Thibet et confirmés par la Convention du 27 Avril, 1906, entre la Grande-Bretagne et la Chine ; il ne modifie pas non plus les engagements assumés par la Grande-Bretagne et la Chine en vertu de l'Article I de la dite Convention de 1906.

Il est bien entendu que les Bouddhistes tant sujets Britanniques que Russes peuvent entrer en relations directes sur le terrain strictement religieux avec le Dalaï-Lama et les autres représentants du Bouddhisme au Thibet ; les Gouvernements de la Grande-Bretagne et de Russie s'engagent, pour autant qu'il dépendra d'eux, à ne pas admettre que ces relations puissent porter atteinte aux stipulations du présent Arrangement.

ARTICLE III.

Les Gouvernements Britannique et Russe s'engagent, chacun pour sa part, à ne pas envoyer de Représentants à Lhasa.

ARTICLE IV.

Les Deux Hautes Parties s'engagent à ne rechercher ou obtenir, ni pour leur propre compte, ni en faveur de leurs sujets, aucunes Concessions de chemins de fer, routes, télégraphes et mines, ou autres droits au Thibet.

ARTICLE V.

Les deux Gouvernements sont d'accord qu'aucune partie des revenus du Thibet, soit en nature, soit en espèces, ne peut être engagée ou assignée tant à la Grande-Bretagne et à la Russie qu'à leurs sujets.

*Annexe à l'Arrangement entre la Grande-Bretagne et la Russie
concernant le Thibet.*

La Grande-Bretagne réaffirme la déclaration signée par son Excellence le Vicc-Roi et Gouverneur-Général des Indes et annexée à la ratification de la Convention du 7 Septembre 1904, stipulant que l'occupation de la Vallée de Chumbi par les forces Britanniques prendra fin après le paiement de trois annuités de l'indemnité de 25.00.000 roupies, à condition que les places de marché mentionnées dans l'Article II de la dite Convention aient été effectivement ouvertes depuis trois ans et que les autorités Tibétaines durant cette période se soient conformées strictement sous tous les rapports aux termes de la dite Convention de 1904. Il est bien entendu que si l'occupation de la Vallée du Chumbi par les forces Britanniques n'aura pas pris fin, pour quelque raison que ce soit, à l'époque prévue par la Déclaration précitée, les Gouvernements Britannique et Russe entreront dans un échange de vues amical à ce sujet.

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Saint-Pétersbourg aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Saint-Pétersbourg, en double expédition, le 18 (31) Août, 1907.

(L.S.) A. NICOLSON.

(L.S.) ISWOLSKY.

(Translation.)

Convention.

HIS Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, and His Majesty the Emperor of All the Russias, animated by the sincere desire to settle by mutual agreement different questions concerning the interests of their States on the Continent of Asia, have determined to conclude Agreements destined to prevent all cause of misunderstanding between Great Britain and Russia in regard to the questions referred to, and have nominated for this purpose their respective Plenipotentiaries, to wit:

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, the Right Honourable Sir Arthur Nicolson, His Majesty's Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary to His Majesty the Emperor of All the Russias;

His Majesty the Emperor of All the Russias, the Master of his Court Alexander Iswolsky, Minister for Foreign Affairs;

Who, having communicated to each other their full powers, found in good and due form, have agreed on the following:—

Agreement concerning Persia.

The Governments of Great Britain and Russia having mutually engaged to respect the integrity and independence of Persia, and sincerely desiring the preservation of order throughout that country and its peaceful development, as well as the permanent establishment of equal advantages for the trade and industry of all other nations;

Considering that each of them has, for geographical and economic reasons, a special interest in the maintenance of peace and order in certain provinces of Persia adjoining, or in the neighbourhood of, the Russian frontier on the one hand, and the frontiers of Afghanistan and Baluchistan on the other hand; and being desirous of avoiding all cause of conflict between their respective interests in the above-mentioned provinces of Persia;

Have agreed on the following terms:—

I.

Great Britain engages not to seek for herself, and not to support in favour of British subjects, or in favour of the subjects of third Powers, any Concessions of a political or commercial nature—such as Concessions for railways, banks, telegraphs, roads,

transport, insurance, &c.—beyond a line starting from Kasr-i-Shirin, passing through Isfahan, Yezd, Kakhk, and ending at a point on the Persian frontier at the intersection of the Russian and Afghan frontiers, and not to oppose, directly or indirectly, demands for similar Concessions in this region which are supported by the Russian Government. It is understood that the above-mentioned places are included in the region in which Great Britain engages not to seek the Concessions referred to.

II.

Russia, on her part, engages not to seek for herself and not to support, in favour of Russian subjects, or in favour of the subjects of third Powers, any Concessions of a political or commercial nature—such as Concessions for railways, banks, telegraphs, roads, transport, insurance, &c.—beyond a line going from the Afghan frontier by way of Gazik, Birjand, Kerman, and ending at Bunder Abbas, and not to oppose, directly or indirectly, demands for similar Concessions in this region which are supported by the British Government. It is understood that the above-mentioned places are included in the region in which Russia engages not to seek the Concessions referred to.

III.

Russia, on her part, engages not to oppose, without previous arrangement with Great Britain, the grant of any Concessions whatever to British subjects in the regions of Persia situated between the lines mentioned in Articles I and II.

Great Britain undertakes a similar engagement as regards the grant of Concessions to Russian subjects in the same regions of Persia.

All Concessions existing at present in the regions indicated in Articles I and II are maintained.

IV.

It is understood that the revenues of all the Persian customs, with the exception of those of Farsistan and of the Persian Gulf, revenues guaranteeing the amortization and the interest of the loans concluded by the Government of the Shah with the "Banque d'Escompte et des Prêts de Perse" up to the date of the signature of the present Agreement, shall be devoted to the same purpose as in the past.

It is equally understood that the revenues of the Persian customs of Farsistan and of the Persian Gulf, as well as those of the fisheries on the Persian shore of the Caspian Sea and those of

the Posts and Telegraphs, shall be devoted, as in the past; to the service of the loans concluded by the Government of the Shah with the Imperial Bank of Persia up to the date of the signature of the present Agreement.

V.

In the event of irregularities occurring in the amortization or the payment of the interest of the Persian loans concluded with the "Banque d'Escompte et des Prêts de Perse" and with the Imperial Bank of Persia up to the date of the signature of the present Agreement, and in the event of the necessity arising for Russia to establish control over the sources of revenue guaranteeing the regular service of the loans concluded with the first-named bank, and situated in the region mentioned in Article II of the present Agreement, or for Great Britain to establish control over the sources of revenue guaranteeing the regular service of the loans concluded with the second-named bank, and situated in the region mentioned in Article I of the present Agreement, the British and Russian Governments undertake to enter beforehand into a friendly exchange of ideas with a view to determine, in agreement with each other, the measures of control in question and to avoid all interference which would not be in conformity with the principles governing the present Agreement.

Convention concerning Afghanistan.

The High Contracting Parties, in order to ensure perfect security on their respective frontiers in Central Asia and to maintain in these regions a solid and lasting peace, have concluded the following Convention:—

ARTICLE I.

His Britannic Majesty's Government declare that they have no intention of changing the political status of Afghanistan.

His Britannic Majesty's Government further engage to exercise their influence in Afghanistan only in a pacific sense, and they will not themselves take, nor encourage Afghanistan to take, any measures threatening Russia.

The Russian Government, on their part, declare that they recognize Afghanistan as outside the sphere of Russian influence, and they engage that all their political relations with Afghanistan shall be conducted through the intermediary of His Britannic Majesty's Government; they further engage not to send any Agents into Afghanistan.

ARTICLE II.

The Government of His Britannic Majesty having declared in the Treaty signed at Kabul on the 21st March, 1905, that they recognize the Agreement and the engagements concluded with the late Ameer Abdur Rahman, and that they have no intention of interfering in the internal government of Afghan territory, Great Britain engages neither to annex nor to occupy in contravention of that Treaty any portion of Afghanistan or to interfere in the internal administration of the country, provided that the Ameer fulfils the engagements already contracted by him towards His Britannic Majesty's Government under the above-mentioned Treaty.

ARTICLE III.

The Russian and Afghan authorities, specially designated for the purpose on the frontier or in the frontier provinces, may establish direct relations with each other for the settlement of local questions of a non-political character.

ARTICLE IV.

His Britannic Majesty's Government and the Russian Government affirm their adherence to the principle of equality of commercial opportunity in Afghanistan, and they agree that any facilities which may have been, or shall be hereafter, obtained for British and British-Indian trade and traders, shall be equally enjoyed by Russian trade and traders. Should the progress of trade establish the necessity for Commercial Agents, the two Governments will agree as to what measures shall be taken, due regard, of course, being had to the Ameer's sovereign rights.

ARTICLE V.

The present arrangements will only come into force, when His Britannic Majesty's Government shall have notified to the Russian Government the consent of the Ameer to the terms stipulated above.

Agreement concerning Thibet.

The Governments of Great Britain and Russia recognizing the suzerain rights of China in Thibet, and considering the fact that Great Britain, by reason of her geographical position, has a special

interest in the maintenance of the *status quo* in the external relations of Thibet, have made the following Agreement:—

ARTICLE I.

The two High Contracting Parties engage to respect the territorial integrity of Thibet and to abstain from all interference in its internal administration.

ARTICLE II.

In conformity with the admitted principle of the suzerainty of China over Thibet, Great Britain and Russia engage not to enter into negotiations with Thibet except through the intermediary of the Chinese Government. This engagement does not exclude the direct relations between British Commercial Agents and the Thibetan authorities provided for in Article V of the Convention between Great Britain and Thibet of the 7th September, 1904, and confirmed by the Convention between Great Britain and China of the 27th April, 1906; nor does it modify the engagements entered into by Great Britain and China in Article I of the said Convention of 1906.

It is clearly understood that Buddhists, subjects of Great Britain or of Russia, may enter into direct relations on strictly religious matters with the Dalai Lama and the other representatives of Buddhism in Thibet; the Governments of Great Britain and Russia engage, so far as they are concerned, not to allow those relations to infringe the stipulations of the present Agreement.

ARTICLE III.

The British and Russian Governments respectively engage not to send Representatives to Lhasa.

ARTICLE IV.

The two High Contracting Parties engage neither to seek nor to obtain, whether for themselves or their subjects, any Concessions for railways, roads, telegraphs, and mines, or other rights in Thibet.

ARTICLE V.

The two Governments agree that no part of the revenues of Thibet, whether in kind or in cash, shall be pledged or assigned to Great Britain or Russia or to any of their subjects.

*Annex to the Agreement between Great Britain and Russia
concerning Thibet.*

Great Britain reaffirms the Declaration, signed by his Excellency the Viceroy and Governor-General of India and appended to the ratification of the Convention of the 7th September, 1904, to the effect that the occupation of the Chumbi Valley by British forces shall cease after the payment of three annual instalments of the indemnity of 25,00,000 rupees, provided that the trade marts mentioned in Article II of that Convention have been effectively opened for three years, and that in the meantime the Thibetan authorities have faithfully complied in all respects with the terms of the said Convention of 1904. It is clearly understood that if the occupation of the Chumbi Valley by the British forces has, for any reason, not been terminated at the time anticipated in the above Declaration, the British and Russian Governments will enter upon a friendly exchange of views on this subject.

The present Convention shall be ratified, and the ratifications exchanged at St. Petersburg as soon as possible.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention and affixed thereto their seals.

Done in duplicate at St. Petersburg, the 18th (31st) August, 1907.

(L.S.)

A. NICOLSON.

(L.S.)

ISWOLSKY.

Annexes.

(1.)

Sir A. Nicolson to M. Iswolsky.

Saint-Petersbourg,

M. le Ministre,

le 18 (31) Août, 1907.

ME référant à l'Arrangement au sujet du Thibet signé aujourd'hui, j'ai l'honneur de faire à votre Excellence la déclaration suivante :—

“Le Gouvernement Britannique juge utile, pour autant qu'il dépendra de lui, de ne pas admettre, sauf accord préalable avec le Gouvernement Russe, pour une durée de trois ans à partir de la date de la présente communication, l'entrée au Thibet d'une

mission scientifique quelconque, à condition, toutefois qu'une assurance pareille soit donnée de la part du Gouvernement Impérial de Russie.

“Le Gouvernement Britannique se propose, en outre, de s'adresser au Gouvernement Chinois afin de faire agréer à ce dernier une obligation analogue pour une période correspondante; il va de soi que la même démarche sera faite par le Gouvernement Russe.

“A l'expiration du terme de trois ans précité, le Gouvernement Britannique avisera d'un commun accord avec le Gouvernement Russe à l'opportunité, s'il y a lieu, des mesures ultérieures à prendre concernant les expéditions scientifiques au Thibet.”

Je saisis, &c.

(Signé) A. NICOLSON.

(Translation.)

M. le Ministre, *St. Petersburg, August 18 (31), 1907.*

WITH reference to the Agreement regarding Thibet, signed to-day, I have the honour to make the following Declaration to your Excellency:—

“His Britannic Majesty's Government think it desirable, so far as they are concerned, not to allow, unless by a previous agreement with the Russian Government, for a period of three years from the date of the present communication, the entry into Thibet of any scientific mission whatever, on condition that a like assurance is given on the part of the Imperial Russian Government.

“His Britannic Majesty's Government propose, moreover, to approach the Chinese Government with a view to induce them to accept a similar obligation for a corresponding period; the Russian Government will, as a matter of course, take similar action.

“At the expiration of the term of three years above mentioned His Britannic Majesty's Government will, if necessary, consult with the Russian Government as to the desirability of any ulterior measures with regard to scientific expeditions to Thibet.”

I avail, &c.

(Signed) A. NICOLSON.

(2.)

M. Iswolsky to Sir A. Nicolson.

Saint-Petersbourg,

le 18 (31) Août, 1907.

M. l'Ambassadeur,

EN réponse à la note de votre Excellence en date de ce jour, j'ai l'honneur de déclarer à mon tour que le Gouvernement Impérial

de Russie juge utile; pour autant qu'il dépendra de lui, de ne pas admettre, sauf accord préalable avec le Gouvernement Britannique, pour une durée de trois ans à partir de la date de la présente communication, l'entrée au Thibet d'une mission scientifique quelconque.

De même que le Gouvernement Britannique, le Gouvernement Impérial se propose de s'adresser au Gouvernement Chinois afin de faire agréer à ce dernier une obligation analogue pour une période correspondante.

Il reste entendu qu'à l'expiration du terme de trois ans les deux Gouvernements aviseront d'un commun accord à l'opportunité, s'il y a lieu, de mesures ultérieures à prendre concernant les expéditions scientifiques au Thibet.

Veuillez agréer, &c.

(Signé) ISWOLSKY.

(Translation.)

M. l'Ambassadeur, *St. Petersburg, August 18 (31), 1907.*

IN reply to your Excellency's note of to-day's date, I have the honour to declare that the Imperial Russian Government think it desirable, so far as they are concerned, not to allow, unless by a previous agreement with the British Government, for a period of three years from the date of the present communication, the entry into Thibet of any scientific mission whatever.

Like the British Government, the Imperial Government propose to approach the Chinese Government with a view to induce them to accept a similar obligation for a corresponding period.

It is understood that at the expiration of the term of three years the two Governments will, if necessary, consult with each other as to the desirability of any ulterior measures with regard to scientific expeditions to Thibet.

Accept, &c.

(Signed) ISWOLSKY.